

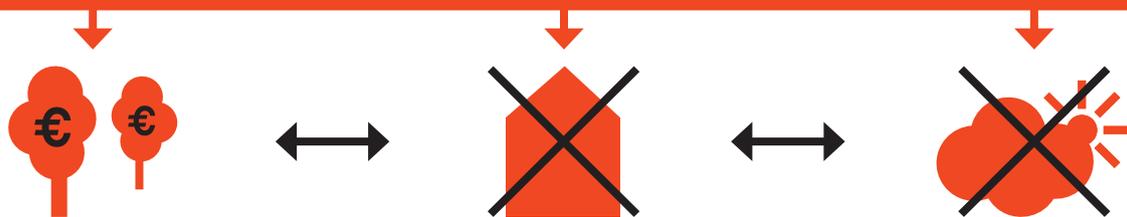
L'EUROPE A BESOIN DE PLUS DE PAYSAN.NE.S

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST LE PROBLÈME, PLUS DE PAYSAN.NE.S SONT LA SOLUTION

PROBLÈME

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE

Les politiques agricoles européennes telles que la Politique Agricole Commune (PAC) favorisent les pratiques agricoles industrielles qui sont néfastes pour la biodiversité car **elles utilisent des pesticides et appauvrissent durablement la qualité des sols à cause des monocultures**. Ces pratiques industrielles sont dévastatrices pour le climat car elles émettent de **grandes quantités de gaz à effet de serre (GES), principaux responsables du changement climatique** (notamment le dioxyde de carbone, le méthane et le protoxyde d'azote). Les pratiques industrielles réduisent également la capacité de l'écosystème à faire office de puits et à absorber les émissions, ce qui est crucial pour lutter contre le changement climatique. **Ces modèles industriels reposent largement sur l'import-export des produits agricoles, alimentés par les accords de libre-échange négociés par l'Union Européenne (UE)**. Ces accords contribuent eux-mêmes au changement climatique, notamment en raison des émissions dues au transport, et parce qu'ils incitent les pays à exploiter les ressources naturelles et à détruire les écosystèmes pour générer des produits agricoles destinés à l'exportation.



MÉCANISMES DE COMPENSATION = FAUSSE SOLUTION

Au lieu de réduire les émissions de CO₂ (dioxyde de carbone), les politiques de l'Union Européenne soutiennent les mécanismes de compensation : **les grands pollueurs peuvent contrebalancer leurs émissions en achetant des puits de carbone, en plantant des arbres par exemple**. Cela ne fonctionne pas. Après plusieurs années d'existence, les initiatives du marché international du carbone n'ont pas eu de résultats satisfaisants dans la réduction des émissions. À l'inverse, ils ont été la principale **cause d'appauvrissement, de déplacement, et de bouleversement des vies des populations autochtones et communautés locales** sur leur propre terre.

Nous n'avons simplement pas les moyens de stocker les émissions de gaz à effet de serre dans un délai pertinent pour la crise climatique. Même si aujourd'hui tout le monde le sait, **beaucoup de grandes entreprises continuent de promettre des 'stratégies de neutralité carbone' et des 'solutions fondées sur la nature', qui sont majoritairement des mécanismes de compensation**. Il s'agit d'écoblanchiment actif. Ils essayent de continuer à générer de plus en plus de profits... et de continuer à émettre des gaz à effet de serre au lieu de les arrêter.



LES DÉFIS QUI EN DÉCOULENT

Sécheresse, inondations, grêle, perturbation des cycles biologiques, augmentations des risques sanitaires, pertes de récoltes et nouveaux nuisibles sont quelques conséquences du changement climatique. Les agriculteur.rice.s y sont confronté.e.s tous les jours. En possédant également l'expérience et le savoir (souvent transmis de génération en génération) pour s'adapter à l'échelle locale et territoriale, comme la pandémie de Covid-19 l'a prouvé, les agriculteur.rice.s ont les clés pour renverser la tendance climatique !

QUI CAUSE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

LA FAÇON DONT NOUS PRODUISONS, TRANSFORMONS, ET EMBALLONS LA NOURRITURE EST RESPONSABLE D'UN TIERS DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE CAUSÉS PAR L'ACTIVITÉ HUMAINE

EN UTILISANT DES CIRCUITS D'APPROVISIONNEMENT COURTS ET LOCAUX, LE TRANSPORT, LA TRANSFORMATION ET L'EMBALLAGE SONT TOUS RÉDUITS

30 = 75 ?

30 = 80 ?

30 = 90 ?

LA CHAÎNE ALIMENTAIRE AGRO-INDUSTRIELLE NE NOURRIT QUE 30 % DE LA POPULATION MONDIALE, MAIS UTILISE 75 À 80% DES TERRES, 75 À 80% DE L'EAU À USAGE AGRICOLE, ET 90% DES COMBUSTIBLES FOSSILES DANS L'AGRICULTURE.



L'EUROPE A BESOIN DE PLUS DE PAYSAN.NE.S

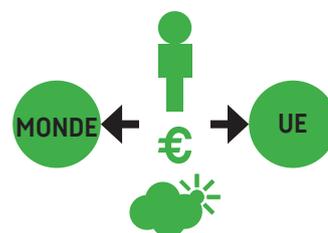
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST LE PROBLÈME, PLUS DE PAYSAN.NE.S SONT LA SOLUTION

SOLUTION

PLUS DE PAYSAN.NE.S ET UNE PRODUCTION RELOCALISÉE

Beaucoup ne connaissent pas les nuances entre les différents modèles et systèmes agricoles et ne réalisent pas que **l'agroécologie paysanne et l'agriculture à petite échelle** constituent des solutions d'ores et déjà existantes pour faire face aux problèmes climatiques. Ce type d'agriculture innove pour travailler avec la nature, au lieu d'essayer de la déjouer. Contrairement au modèle industriel, elle fait **beaucoup plus appel au travail humain et moins aux énergies fossiles**. Elle combine la culture, l'élevage à d'autres types d'agriculture. Cette approche mixte favorise la biodiversité, fournit des engrais naturels pour des sols riches en nutriments et exempts de produits chimiques, protège les sources d'eau et les pollinisateurs, et **réduit considérablement les émissions de CO2** dans la production agricole.

CE QUE NOUS DEMANDONS



Une **réduction urgente des émissions de GES**, au lieu de trouver et de mettre en place des mécanismes de compensation, en commençant par **interdire les fermes-usines**, qui sont responsables d'émissions importantes de GES

Un soutien à la multiplication d'initiatives d'agriculture paysanne et d'agroécologie : les mesures de soutien climatique devraient se tourner vers les petites et moyennes solutions, et des mécanismes devraient être établis pour **arrêter tous les soutiens injustes à l'agriculture** à grande échelle.

La sortie de l'UE des accords commerciaux internationaux et la réglementation de ses productions régionales. D'ici là, **tous les produits venant de l'extérieur de l'UE doivent respecter ses normes sociales et environnementales**, et ne doivent pas être exportés à un prix inférieur au coût moyen de production en Europe, ce qui fausse le marché international et peut nuire aux producteur.rice.s des pays tiers.



TOUT SE REJOINT ! Le droit des citoyen.ne.s à l'accès à une nourriture abordable, fraîche, locale, et nutritive et saine doit être une priorité. Mais ce n'est possible qu'en luttant contre le changement climatique et en soutenant l'agriculture durable, à petite ou moyenne échelle. [Info : https://www.eurovia.org](https://www.eurovia.org) !



L'ARTICLE 18 de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Paysan.ne.s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (**UNDROP**) revendique le Droit à un environnement propre, sûr et sain à utiliser et à gérer : 'Les paysan.ne.s et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de contribuer à la conception et à la mise en œuvre des politiques nationales et locales d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des effets du changement climatique, notamment par le recours aux pratiques et savoirs traditionnels.'

LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AVEC L'AGRICULTURE



SELON DES HYPOTHÈSES ÉLABORÉES PAR DES ÉTUDES, L'ABANDON DE PESTICIDES ET D'ENGRAIS SYNTHÉTIQUES, LA TRANSITION VERS DES INFRASTRUCTURES AGROÉCOLOGIQUES ET L'ADOPTION DE RÉGIMES SAINS POURRAIENT RÉDUIRE LES ÉMISSIONS GES DE 40% ENTRE 2010 ET 2050

SOURCES :

Crippa, M., Solazzo, E., Guizzardi, D. et al., 'Le tiers des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique est dû aux systèmes alimentaires', Nat Food 2, 198-209, 2021 / ETC Group, 'Qui nous nourrira ?', 2017 / IDDRI, 'L'agroécologie et la neutralité carbone en Europe d'ici 2050 : quels sont les problèmes ?', 2019

